



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 14 février 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Inflation : la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) fléchit

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement continue de s'accroître à +10,5 % en janvier

Balance des paiements : publication par la SAFE des chiffres de l'année 2021

Banque et finance [\(ici\)](#)

Politique monétaire : la PBoC souhaite renforcer « l'ajustement intercyclique » et stabiliser l'encours de financement de l'économie ; publication des résultats des stress tests « climat »

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-US : publication du rapport annuel du Bureau du représentant américain au Commerce sur la conformité de la Chine aux règles de l'OMC

Relations Chine-US : les autorités américaines révoquent la licence de China Unicom

Relations Chine-Inde : l'Inde bloque 54 applications, majoritairement chinoises

Relations Chine-UE : la Commission européenne introduit des droits antidumping sur des éléments de fixation en acier et en fer en provenance de Chine

ALE : l'accord de libre-échange approfondi entre la Chine et la Nouvelle-Zélande entrera bientôt en vigueur

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

VTC : huit ministères et administrations publient un document pour renforcer la supervision du secteur VTC

Politique industrielle : l'Académie chinoise de l'ingénierie publie une liste des treize défis techniques pour 2022

Cybersécurité : l'application TikTok pourrait contourner les dispositifs de confidentialité d'Apple et de Google

Semi-conducteurs : Huawei, Xiaomi, BBK Electronics et Lenovo figurent parmi les dix principaux consommateurs de puces

Propriété intellectuelle : la Chine se maintient en tête des dépôts PCT

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie : pas de nouvel investissement chinois dans le charbon recensé en 2021 le long des « Nouvelles routes de la soie », mais une hausse notable du financement des projets pétroliers

Energie : la Mongolie intérieure construira une série de mines de charbon à grande et très grande échelle d'ici 2025, notamment à Ordos

Energie : publication des objectifs d'atteinte des seuils d'efficacité énergétique pour les industries les plus consommatrices d'énergie

Aéronautique : Safran annonce l'ouverture d'un nouveau site de maintenance des nacelles à Suzhou

Aviation civile : réforme et baisse sensible du fonds de développement de l'aviation civile en 2022

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Zhejiang : la prospérité commune, la croissance économique et les Jeux asiatiques de 2022 sont au cœur des réflexions sur le développement des villes du Zhejiang

Shanghai : Shanghai lance un appel d'offres pour des produits et services intelligents pour les personnes âgées

Delta du Yangtsé : publications du PIB 2021 des 41 villes du Delta du Yangtsé

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Plan de soutien : le Conseil Législatif valide le 6^{ème} cycle du « fonds antiépidémique »

Biotechnologies : la start-up hongkongaise Phase Scientific International devient la première entreprise chinoise à obtenir l'approbation de la Food and Drugs Administration américaine pour son test antigénique rapide contre le COVID-19 Indicaid

Exportations françaises vers Hong Kong en 2021 : en baisse de 2,3 %

Macao

Exportations françaises vers Macao : en hausse de 81 % en 2021

Taiwan [\(ici\)](#)

Commerce bilatéral : le déficit commercial de la France a progressé de plus 55 % en 2021

Immobilier : le nombre de permis de construire atteint un record historique

Fiscalité : le MOF revoit à la hausse le montant des recettes fiscales en 2021

Semi-conducteurs : TSMC en tête des dépôts de brevets à Taiwan

Semi-conducteurs : DENSO rejoint SONY dans la nouvelle JV créée avec TSMC au Japon

Fret aérien : China Airlines et Eva Air annoncent des résultats en forte hausse

Mongolie [\(ici\)](#)

Inflation : le taux d'inflation atteint 14,6 % au mois de janvier

Secteur bancaire : la Banque mongole de développement est en situation précaire

Balance des paiements : déficitaire en 2021

Crise sanitaire : levée des restrictions

Chine continentale

Conjoncture

Inflation : la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) fléchit

Selon le National Bureau of Statistics (NBS), l'IPP poursuit son fléchissement à 9,1 % en g.a. en janvier (contre 10,3 % en g.a. en décembre), après un record historique à +13,5 % en g.a. en octobre. Concrètement, la croissance de l'IPP ralentit pour le secteur extractif et le secteur des matières premières (+35 % et +18,2 % en g.a. en janvier, contre +44,2 % et +19,7 % en g.a. en décembre), notamment pour l'extraction de charbon (+51,3 % en g.a. en janvier, contre +66,8 % en g.a. en décembre), et l'extraction de métaux ferreux (-6,2 % en g.a. en janvier, contre -2,6 % en g.a. en décembre).

La croissance de l'IPC ralentit à +0,9 % en g.a. en janvier (contre +1,5 % en g.a. en décembre). Cette évolution s'explique surtout par la chute du sous-indice des prix alimentaires (-3,8 % en g.a. en janvier, contre à -1,2 % en g.a. en décembre), en raison de l'accélération de la baisse des prix du porc sous l'effet de base (-41,6 % en g.a. en janvier, contre -36,7 % en g.a. en décembre) et de la contraction des prix des légumes (-4,1 % en g.a. en janvier, contre +10,6 % en g.a. en décembre). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise à +1,2 % en g.a. en janvier, comme en décembre.

L'écart entre l'IPC et l'IPP poursuit son rétrécissement, à 8,2 % en janvier, contre 8,8 % en décembre, mais reste encore à un niveau élevé. La faible transmission de la hausse des coûts jusqu'au consommateur final s'explique notamment par les effets de concurrence au niveau de l'offre, et la lente reprise de la demande intérieure. La pression sur les prix est donc principalement ressentie par les secteurs en aval.

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement continue de s'accélérer à +10,5 % en janvier

Selon [les statistiques préliminaires publiées par la PBoC](#), la valeur de l'encours de financement de l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) continue de croître à +10,5 % en g.a. à fin janvier (contre +10,3 % en g.a. à fin décembre). Cette évolution s'explique principalement par :

- i) la forte croissance de l'encours des obligations des entreprises à +9,4 % en g.a. en janvier (contre +8,6 % en g.a. en décembre), reflétant le réchauffement du marché obligataire pour le nouvel an ;
- ii) la poursuite de la croissance de l'encours des obligations gouvernementales à +15,9 % en g.a. en janvier (contre +15,2 % en g.a. en décembre). Pour rappel, un quota de SPB de l'année 2022 (1460 Mds RMB à ce stade) a été accordé par avance aux certaines provinces à la suite de l'appel de la Conférence Centrale sur le Travail Economique à mi-décembre ;
- iii) la moindre contraction de l'encours des acceptations bancaires à -12,9 % en g.a. en janvier (contre -14 % en décembre) ;
- iv) la croissance de l'encours des actions des entreprises à +15,3 % en g.a. en janvier (contre +15 % en g.a. en décembre).

En outre, la croissance du composant principal - l'encours des crédits bancaires se stabilise à +11,6 % en g.a. en janvier. Concrètement :

- i) les nouveaux crédits aux ménages à court terme augmentent de +101 Mds RMB en janvier (contre +16 Mds RMB en décembre 2021), cette hausse mensuelle est principalement due à la consommation temporaire pendant le nouvel an chinois. Si on compare avec les nouveaux crédits aux ménages à court terme en janvier 2021 (+328 Mds RMB), la baisse reflète toujours une atonie de la consommation interne ;
- ii) les nouveaux prêts aux ménages à moyen et long terme remontent à +742 Mds RMB en janvier (contre +356 Mds RMB en décembre), en raison de l'assouplissement des crédits bancaires immobiliers par les autorités chinoises depuis fin de l'année précédente ;
- iii) les nouveaux crédits aux entreprises à moyen et long terme augmentent fortement de +2100 Mds RMB en janvier (contre +339 Mds RMB en décembre et +2040 Mds RMB en janvier 2021), ce qui montre une reprise de la demande du financement par les entreprises sous l'effet d'une série de mesures d'assouplissement monétaire depuis fin 2021 (la réduction du RRR des institutions financières à mi-décembre ; la diminution du taux d'intérêt général à mi-janvier) ;
- iv) les nouveaux crédits aux entreprises à court terme enregistrent également une croissance importante de +1010 Mds RMB en janvier (contre -105 Mds RMB en décembre et 576 Mds RMB en janvier 2021).

La croissance de la valeur de l'encours des dépôts bancaires ralentit légèrement à +9,2 % en g.a. en janvier (contre +9,3 % en g.a. en décembre), principalement en raison du retrait des dépôts par les entreprises (-1400 Mds RMB contre +1367 Mds RMB en décembre et +948 Mds RMB en janvier 2021). En revanche, les ménages augmentent largement leurs dépôts bancaires en janvier (+5410 Mds RMB contre +1889 Mds RMB en décembre et +1480 Mds RMB en janvier 2021).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 accélère significativement à +9,8 % en g.a. à fin janvier (contre +9 % en g.a. à fin décembre), reflétant l'assouplissement en cours de la politique monétaire chinoise.

Balance des paiements : publication par la SAFE des chiffres de l'année 2021

Selon les chiffres préliminaires de la SAFE, l'excédent du compte courant s'élève à 315,7 Mds USD en 2021 (1,8 % du PIB), contre 274,0 Mds USD en 2020 (1,9 % du PIB), dont un excédent de 554,5 Mds USD au titre des échanges de biens (+8 % en g.a.) et un déficit de 97,7 Mds USD au titre des échanges de services (-33 % en g.a., ce déficit étant principalement dû au tourisme et aux services liés au transport).

En ce qui concerne le compte financier, les flux nets d'IDE consistent en des entrées de capitaux de 204,8 Mds USD en 2021, presque doublées par rapport à l'année 2020. Concrètement, des entrées d'IDE résultant des opérations des entreprises non-résidentes en Chine augmentent de +56 % en g.a. pour atteindre 332,3 Mds USD, et les IDE chinois à l'étranger enregistrent une hausse de +16 % à 127,5 Mds USD. S'agissant des investissements de portefeuille, la SAFE n'a pas encore publié les détails (les investissements en actions et en obligations ainsi que les autres investissements).

Le poste « erreurs et omissions » passe à -91,9 Mds USD en 2021, contre -94,9 Mds USD en 2020.

NB : il convient de noter que les chiffres de la BoP faisant l'objet de révisions régulières de la SAFE, les données peuvent différer des veilles des précédents trimestres.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Politique monétaire : la PBoC souhaite renforcer « l'ajustement intercyclique » et stabiliser l'encours de financement de l'économie ; publication des résultats des stress tests « climat »

Le 11 février, la PBoC a publié [son rapport de politique monétaire pour le 4^e trimestre](#). Elle y réaffirme « la triple pression » à laquelle la Chine est confrontée à l'heure actuelle, telle que relevée par XI Jinping fin 2021 : « contraction de la demande, choc de l'offre et affaiblissement des anticipations ». De plus, l'environnement extérieur est devenu plus sévère et incertain.

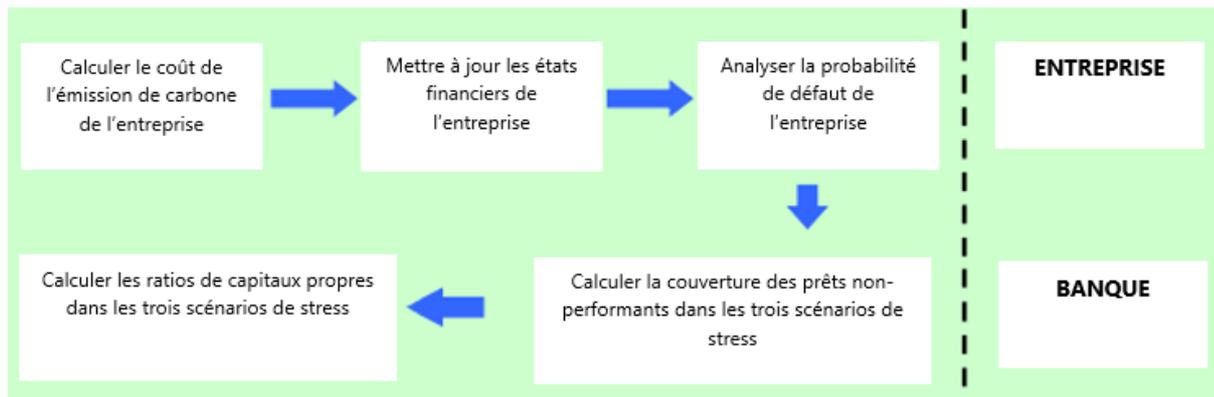
Face à ces constats, la PBoC préconise une politique monétaire « prudente », « flexible » et « appropriée ». D'après le rapport, le renforcement de « l'ajustement intercyclique » implique de répondre aux besoins de financement « raisonnables et efficaces » de l'économie réelle, en soutenant les « domaines clés » et les « maillons faibles » (TPE, transition verte, réduction des inégalités régionales...). La PBoC donne l'objectif de « réaliser un volume total stable et une structure optimisée de crédits ». En outre, le rapport mentionne la rentabilité des banques en pointant nécessité d'une « stabilisation du coût des passifs des banques » étant donnée la baisse des taux d'intérêt des prêts bancaires aux entreprises. Finalement, la PBoC a indiqué vouloir « renforcer la flexibilité du taux de change du RMB en fonction de l'offre et de la demande du marché dans une prochaine étape ».

Du point de vue quantitatif, fin 2021, l'encours des prêts en RMB est de 192 700 Mds RMB (30 311 Mds USD), en hausse de 11,6 % en glissement annuel. L'encours des crédits à moyen et long terme aux industries manufacturières augmente de 31,8 % en g.a. (dont +32,8 % pour les encours de prêts aux industries de haute technologie). L'encours de prêts dits « inclusifs » (il s'agit des prêts inférieurs à 10M RMB (1,5M USD) accordés aux petites et micro entreprises et aux particuliers pour des activités d'exploitation) est de 19 200 Mds RMB (3020 Mds USD) à fin 2021, soit une croissance de 27,3 % en g.a. 44,56 M de petites et micro entreprises en sont destinataires sur l'année, soit une augmentation de 29,5 % d'une année à l'autre. Le taux d'intérêt des prêts aux entreprises pratiqué en moyenne en 2021 diminue de 0,1 point de pourcentage à 4,61 %. Fin 2021, le ratio de levier macro tombe à 272,5 %, contre 280,2 % à fin 2020.

La PBoC a également publié les résultats de son premier stress test bancaire relatif au risque climatique, conduit entre août et novembre 2021. Elle souhaite évaluer l'impact sur la soutenabilité des banques de la transition permettant à la Chine d'atteindre son pic d'émission avant 2030 et la neutralité carbone en 2060, conformément à ses engagements internationaux. Les banques participantes comprennent 2 policy banks, 6 grandes banques commerciales, 12 joint-stock banks et 3 banques commerciales urbaines, dont les noms ne sont pas précisés. Le test se concentre sur la situation des entreprises dont les émissions annuelles sont supérieures à 26 000 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone dans les industries de l'énergie thermique, de l'acier et du ciment. Il évalue l'impact de l'augmentation des coûts des émissions de carbone sur leur capacité de remboursement, la qualité de leurs actifs et des capitaux détenus par les banques participantes. En termes de scénarii de stress, trois scénarii de prix de la tonne de carbone sont définis (léger, modéré et sévère), se référant principalement aux changements de prix du carbone sur le marché national d'échange de droits d'émission de carbone et aux scénarios de prix du carbone de la banque centrale et du *Network for Greening the Financial System* (NGFS). En termes d'hypothèses, le stress test suppose (i) que les entreprises doivent payer un certain coût pour leurs émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre, coûts qui augmentent d'année en année ; (ii) il n'y a pas de progrès technologique, et une entreprise seule n'est pas en situation monopolistique et donc son

comportement ne peut influencer la structure du marché; (iii) les entreprises insolubles sont incapables de rembourser leurs dettes et font défaut sur leurs prêts correspondants.

Voie de transmission des risques :



Source : PBoC

Le test est fondé sur les portefeuilles de prêts à la fin 2020 et porte sur une durée de 10 ans. Pour réussir au stress test, une banque doit satisfaire toutes ses exigences de fonds propres en 2030 (le ratio d'adéquation des fonds propres de base de catégorie 1, le ratio d'adéquation des fonds propres de catégorie 1 et le ratio d'adéquation des fonds propres total).

D'après les résultats des tests, si les entreprises dans les secteurs de l'énergie thermique, de l'acier et du ciment n'entreprennent pas de transformation pour réduire leurs émissions, leur capacité de remboursement diminuera à des degrés divers, impactant le niveau de NPL pour les banques. Cependant, comme les prêts à ces secteurs représentent une faible proportion du total des prêts bancaires, les ratios restent respectés en 2030 par toutes les banques participantes au stress test.

Le faible niveau de divulgation des informations sur les émissions de carbone en Chine et le manque de données sont les principaux problèmes rencontrés par le test. La méthode doit également être améliorée. Aussi, les résultats ne seront pas utilisés comme la base de la formulation des politiques. Au cours de la prochaine étape, la PBoC continuera d'améliorer la méthode de test de résistance au risque climatique, d'élargir le champ des industries testées et d'explorer la mise en place de tests de résistance macroéconomiques.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : publication du rapport annuel du Bureau du représentant américain au Commerce sur la conformité de la Chine aux règles de l'OMC

Le 16 février, le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a publié son [rapport](#) annuel sur la conformité de la Chine aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Selon le rapport, la Chine aurait « amplifié » son approche étatique au cours des dernières années. Les progrès réalisés dans le cadre des négociations bilatérales sont en outre qualifiés d'« isolés », et l'administration américaine regrette le refus par la Chine d'évoluer sur les principaux points de friction que sont le statut des entreprises d'État, les subventions industrielles et les marchés publics. Faisant état de pratiques déloyales par la Chine dans les secteurs de l'acier, de l'aluminium, de l'énergie solaire et de la pêche, l'USTR rappelle que les engagements d'achat de biens et de services pris dans le cadre de l'accord dit de *phase-1* n'ont pas été remplis ([voir les brèves de la semaine du 7 février 2022](#)).

Affirmant que « tous les moyens d'obtenir un changement réel de son régime économique et commercial doivent être utilisés », l'USTR souligne que la stratégie américaine repose sur une coordination accrue avec les pays alliés. Alors que la représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [déclaré](#) le même jour que « la violation, le mépris et le contournement des règles de l'OMC » par la Chine causent du tort aux entreprises et aux travailleurs du monde entier, le rapport laisse parallèlement la porte ouverte à une amélioration des relations entre les deux pays, estimant qu'une mise en œuvre « totale » des dispositions de l'accord *phase-1* constituerait une « base solide » pour la résolution des différends restés en suspens.

En réponse à ce rapport, le ministère du Commerce chinois (MOFCOM) a [déclaré](#) qu'il existerait « différents modèles d'économies de marché », et que les accusations des autorités américaines n'ont pas de base légale ou économique. Le MOFCOM a invité les Etats-Unis à « cesser de recourir à des pratiques unilatérales et protectionnistes » afin de « promouvoir l'amélioration des relations sino-américaines sur un pied d'égalité et dans un cadre de respect mutuel ».

Relations Chine-US : les autorités américaines révoquent la licence de China Unicom

Le 2 février, la Commission fédérale des communications des Etats-Unis (FCC) [a annoncé](#) la révocation de la licence du géant chinois des télécommunications China Unicom, obligé de mettre fin à ses opérations aux Etats-Unis dans un délai de 60 jours, soit d'ici le 4 avril 2022. Le régulateur américain a justifié cette décision en soulevant un risque d'espionnage et de vol de données par certaines sociétés publiques chinoises. La FCC avait déjà révoqué la licence de China Telecom (Americas) Corp. en octobre 2021 ([voir les brèves de la semaine du 25 octobre 2021](#)) et avait refusé l'accès au marché américain à China Mobile Ltd. en mai 2019 ([voir les brèves de la semaine du 10 mai 2019](#)).

Jessica Rosenworcel, présidente de la FCC, a annoncé que l'agence a également entamé « des procédures similaires de révocation » visant d'autres opérateurs chinois, dont Pacific Networks Corp. et ComNet. [China Unicom a réagi](#) à cette décision dans un [communiqué](#), déclarant qu'elle « protégera de manière proactive les droits et les intérêts de l'entreprise et de ses clients ».

[Le ministère chinois des Affaires étrangères](#) et [le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information \(MIIT\)](#) ont accusé les Etats-Unis d'abuser du principe de sécurité nationale pour « entraver les entreprises chinoises », en « violation des règles commerciales internationales (...) endommageant leur propre environnement des affaires ».

Relations Chine-Inde : l'Inde bloque 54 applications, majoritairement chinoises

Le ministère indien de l'Electronique et des Technologies de l'Information [a récemment bloqué l'accès à 54 applications mobiles](#) – dont de nouvelles versions d'applications chinoises développées par Tencent, Alibaba et NetEase, interdites par le gouvernement indien en 2020 au motif du risques de sécurité posé par l'éventuel transfert de données collectées par celles-ci vers des « pays hostiles » ([voir les brèves de la semaine du 29 juin 2020](#), et [de la semaine du 25 janvier 2021](#)).

Bien que la majorité des applications visées soit chinoises, le jeu mobile « Garena Free Fire», développé par la société singapourienne Sea Ltd et dont le fondateur Forrest Li Xiandong est de nationalité singapourienne mais d'origine chinoise, a également été ajouté sur [la liste des applications bloquées](#).

Les relations bilatérales entre la Chine et l'Inde se sont fortement dégradées après l'affrontement meurtrier entre les deux pays dans la vallée de Galwan en mai 2020.

Relations Chine-UE : la Commission européenne introduit des droits antidumping sur des éléments de fixation en acier et en fer en provenance de Chine

Le 16 février la Commission européenne a [annoncé](#) l'imposition, à la suite à une investigation lancée le 21 décembre 2021, de droits anti-dumping de 22,1 % à 86,5 % sur certains éléments de fixation en fer et en acier en provenance de Chine à compter du 18 février. Les éléments de fixation en fer et en acier sont utilisés dans les industries automobile, aéronautique et de matériel électrique.

La plainte avait été déposée le 6 novembre 2020 par l'European Industrial Fasteners Institute (EIFI) au nom de producteurs représentant plus de 25 % de la production totale d'éléments de fixation en fer ou en acier réalisée dans l'Union. [Selon la Commission](#), l'industrie européenne de fixations en fer et en acier s'élève à près de 3,2 Mds EUR, dont un dixième est importé de Chine.

Ci-dessous le détail du montant des droits imposés par la Commission :

Société	Marge de dumping	Marge de préjudice	Droit antidumping définitif
Jiangsu Yongyi Fastener Co., Ltd.	22,1 %	79,0 %	22,1 %
Ningbo Jinding Fastening Piece Co., Ltd.	46,1 %	85,3 %	46,1 %
Wenzhou Junhao Industry Co., Ltd.	48,8 %	125,0 %	48,8 %
Autres sociétés ayant coopéré énumérées en annexe	39,6 %	94,0 %	39,6 %
Toutes les autres sociétés	86,5 %	196,9 %	86,5 %

ALE : l'accord de libre-échange approfondi entre la Chine et la Nouvelle-Zélande entrera bientôt en vigueur

La Chine et la Nouvelle-Zélande ont conjointement annoncé cette semaine que leur accord de libre-échange (ALE) approfondi entrera en vigueur le 7 avril 2022.

Le premier ALE entre les deux pays, signé en avril 2008, était entré en vigueur au mois d'octobre de la même année. Les deux pays avaient ensuite entamé les négociations autour d'un ALE approfondi en novembre 2016, signant finalement un accord en janvier 2021 ([voir les brèves de la semaine du 25 janvier 2021](#)).

Selon cet accord approfondi, l'ensemble des exportations chinoises à destination de la Nouvelle-Zélande seront exonérées de droits de douane, tandis que 97 % des exportations néo-zélandaises vers la Chine ne seront plus sujettes à des tarifs douaniers.

En plus de la suppression de tarifs douaniers, ce nouvel accord aborde également les questions d'accès au marché, d'investissements, de mobilité des personnes, d'e-commerce et d'environnement. Le chapitre sur l'environnement contient en outre une clause selon laquelle des mesures de protection environnementale ne peuvent pas être réduites au titre de la promotion du commerce et des investissements.

Les deux pays sont par ailleurs tous deux signataires du RCEP.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

VTC : Huit ministères et administrations publient un document pour renforcer la supervision du secteur VTC

Le ministère des Transports et sept autres ministères et administrations ont publié un [document](#) visant à réguler l'industrie des VTC et ont indiqué former une alliance. L'objectif principal est d'obliger les plateformes à ne plus employer de nouveaux chauffeurs ne disposant pas de licence.

A cet effet, il est notamment spécifié que les autorités des villes et préfectures peuvent demander la suspension d'opérations de VTC d'un opérateur dans leur juridiction, dans le cas où cet opérateur ne modifierait pas ses pratiques à la suite d'une infraction. Les sanctions prévoient également le retrait de l'application de l'appstore, voire l'arrêt des opérations de la plateforme de VTC.

A Pékin et à Shanghai, environ 95 % des courses en VTC seraient réalisées par des chauffeurs ne disposant pas de licences, les règles d'obtention de licences étant relativement strictes. Bien que la réglementation ne concerne que les nouveaux chauffeurs, elle pourrait, dans le cas où elle s'étend rétroactivement, porter atteinte à l'ensemble de l'industrie.

En novembre, le ministère chinois des Transports avait publié une réglementation afin que les entreprises de VTC améliorent certaines conditions de travail des chauffeurs (voir [brèves du SER de Pékin du 29 novembre 2021](#)). Par ailleurs, Didi Chuxing fait toujours l'objet d'une enquête de cybersécurité, lancée en juillet 2021 deux jours après son IPO au NYSE. Le 14 février, le [LatePost](#) a rapporté qu'un plan de [licenciement de 20 % de ses effectifs](#) était prévu (dans la plupart des activités, sauf la conduite autonome et la branche internationale). Cette volonté de réduction des coûts s'inscrit en amont d'une cotation au HKSE [le mois prochain](#), alors que l'entreprise s'apprête à se retirer du NYSE.

Politique industrielle : l'Académie chinoise de l'ingénierie publie une liste des treize défis techniques pour 2022

Ces [treize secteurs identifiés](#) font écho aussi bien au plan *Made in China 2025* qu'au 14^e plan quinquennal (mars 2021). Pour rappel, les priorités scientifiques et technologiques mises en avant par le 14^{ème} plan sont les suivantes :

- Intelligence artificielle (IA) ;
- Quantique ;
- Circuits intégrés ;
- Interface humain-machine ;
- Génétique et biotechnologies ;
- Santé ;
- Exploration spatiale, sous-marine et polaire.

Ainsi, les treize « défis techniques » identifiés pour 2022 reprennent largement les priorités énoncées en 2021, en les rapportant à des applications plus spécifiques :

- Meilleure compréhension de l'automatisation industrielle – notamment pour contrôler les systèmes industriels pilotés par de l'IA ;

- Préconisation d'un saut technologique dans les architectures d'ordinateur, notamment en quantique, optique et synapses (en s'inspirant des synapses du cerveau humain) ;
- Rattraper et occuper une place de *leader* mondial dans les semi-conducteurs, notamment les puces avancées (en 2 et 3 nm) et innover dans les instruments de précisions tels que les machines de lithographie ;
- Meilleure compréhension du cerveau et des questions cognitives, et l'intégration rapide de la cognition du cerveau et de l'IA ;
- Maîtrise de l'ingénierie hydroacoustique (surveillance des ondes sonores en milieu marin).

D'autres secteurs, faisant déjà l'objet d'avancées et/ou de priorités industrielles, figurent également parmi les défis identifiés : c'est le cas de la conduite autonome (l'amélioration de la recherche en électromagnétique est notamment préconisée, afin de mieux comprendre les effets des champs électromagnétiques générés par des capteurs, terminaux mobiles ou encore véhicules autonomes). L'ingénierie optique, avec l'application de la technologie laser notamment, le soutien à une architecture internet permettant de support un large volume d'échanges et de connexions, ou encore la sécurité des réseaux sont également cités.

L'Académie chinoise de l'ingénierie (CAE) cite en outre la nécessité de rendre les échanges de données « sécurisés et contrôlables », d'améliorer l'intégration des données et de les rendre applicables au quotidien, mais aussi de s'appuyer sur le traitement du Big Data pour formuler des réponses rapides (cas de catastrophes naturelles par exemple). Pour mémoire, la CAE, établie en 1994, est souvent mentionnée comme l'une des « deux Académies » avec l'Académie des sciences (CAS), et prodigue des conseils sur divers programmes.

Ainsi, les défis énoncés s'inscrivent dans la continuité du 14^{ème} plan quinquennal et de la régulation en cours sur les données et leur circulation. Leur réitération démontre à nouveau leur caractère prioritaire, qui pénètre différents niveaux d'administrations et d'académies chinoises, et présage d'investissements notamment financiers à venir dans ces domaines.

Cybersécurité : l'application TikTok pourrait contourner les dispositifs de confidentialité d'Apple et de Google

Selon deux études réalisées en novembre 2020 et janvier 2021, l'application TikTok [pourrait contourner les dispositifs de confidentialité](#) d'Apple et de Google, et permettrait de changer le comportement de l'application sans en informer l'utilisateur. Un dispositif de traçage serait en outre utilisé, donnant à l'entreprise accès à plusieurs données utilisateurs.

Ces deux études ont examiné la manière dont l'application collecte des données sur les contacts. Elle permettrait ainsi à des parties tierces de collecter les données utilisateurs, et ce même lorsque l'utilisateur quitte l'application.

TikTok affirme être en conformité avec les politiques des app stores et que ses produits sont conformes aux normes de sécurité de l'information aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Irlande, en Inde et à Singapour. En 2020, l'Inde avait notamment interdit l'application pour des raisons de sécurité – 54 applications chinoises supplémentaires ont d'ailleurs été interdites en Inde cette semaine (*voir par ailleurs*).

Semi-conducteurs : Huawei, Xiaomi, BBK Electronics et Lenovo figurent parmi les dix principaux consommateurs de puces

Gartner [a publié](#) la liste des 10 premiers acheteurs de puces en 2021, qui comprend des acteurs américains (Apple, Dell, HP, HPE), coréens (Samsung), taïwanais (Hon Hai Precision Industry), et chinois (Lenovo, Xiaomi, BBK Electronics).

Selon la liste, les fabricants chinois de téléphones mobiles ont beaucoup évolué ces deux dernières années. Xiaomi est passé du 8^{ème} au 6^{ème} rang. En 2021, son montant d'achat de puces de Xiaomi s'est élevé à 17,251 Mds USD, soit une augmentation de 68,2 %. Le taux de croissance de Xiaomi est le plus élevé parmi les entreprises figurant dans le top 10, suivi de BBK Electronics (+63,8 %), une tendance qui est également liée aux changements actuels sur le marché des acheteurs de puces.

Par ailleurs, les fabricants chinois de *smartphones* tels que BBK Electronics et Xiaomi ont considérablement augmenté leurs dépenses en semi-conducteurs, de même que BBK Electronics (société mère d'OPPO et Vivo), compensant la perte de part de marché des *smartphones* de Huawei en 2021. Le montant des achats de puces de Huawei a fortement diminué en raison des sanctions américaines, classant l'entreprise du 3^{ème} rang en 2020, au 7^{ème} en 2021.

Propriété intellectuelle : la Chine se maintient en tête des dépôts PCT

En 2021, et pour la troisième année consécutive, la Chine conserve sa place de premier déposant de brevets au monde par la [voie PCT](#). Les [statistiques](#), dévoilées le 10 février 2022 par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, indiquent en effet que les déposants chinois sont à l'origine de 69 540 demandes, soit environ 1 % d'augmentation par rapport à l'année précédente. La Chine conserve ainsi une avance de près de 10 000 demandes par rapport aux États-Unis, en deuxième position du classement. Elle représente ainsi à elle seule un quart des demandes de brevet PCT déposées en 2021 dans le monde.

Mais, bien que les dépôts chinois aient augmenté en 2021, on note un net ralentissement de cette hausse, qui était de 16 % entre 2019 et 2020. Ce ralentissement est certainement dû à la suppression des mécanismes de subvention au dépôt de titres et à leur extension à l'international, annoncée à grand bruit par le gouvernement chinois début 2021 (voir [Brèves hebdomadaires du SER de Pékin de la semaine du 25 janvier 2021](#)).

Comme en 2020, les trois technologies les plus concernées par les dépôts chinois sont la technologie informatique, la communication numérique et la technologie audiovisuelle. L'entreprise chinoise Huawei Technologies est toujours le plus grand déposant de brevets PCT au monde, avec près de 7 000 demandes, soit presque autant que l'ensemble des demandes françaises pour 2021, et davantage que l'ensemble des demandes émanant du Royaume-Uni (les deux pays sont respectivement les sixième et septième utilisateurs du système PCT).

Concernant les dépôts de marques par la voie internationale, la Chine reste, en 2021, un grand utilisateur du [système de Madrid](#). Malgré une baisse de 21 % par rapport à 2021, elle se place en troisième position, derrière les États-Unis et l'Allemagne, et juste devant la France.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Développement durable, énergie et transports

Energie : pas de nouvel investissement chinois dans le charbon recensé en 2021 le long des « Nouvelles routes de la soie », mais une hausse notable du financement des projets pétroliers

Un [rapport](#) publié par le *Green Finance and Development Center* de l'Université de Fudan (Shanghai) analyse les investissements réalisés par la Chine en 2021 dans le cadre de l'initiative chinoise des « Nouvelles routes de la soie » (BRI en anglais).

D'après le recensement réalisé, l'engagement chinois par le biais d'investissements et de contrats réalisés dans 144 pays a atteint 59,5 Mds USD l'année dernière (en baisse de 48 % par rapport à 2019 avant la pandémie), niveau le plus bas depuis le lancement de la BRI en 2013. Sur ce total, 22,3 Mds USD concernaient des projets énergétiques (contre 44,8 Mds USD en 2019), majoritairement des projets pétroliers (31 %), éolien et solaire (31 %) ainsi que des projets gaziers (22 %). Si aucun nouvel investissement dans le charbon n'a été relevé dans ces pays (conformément à l'engagement pris par la Chine en septembre 2021), la part des projets pétroliers a augmenté significativement sur les deux dernières années. La part occupée par les énergies renouvelables a quant à elle légèrement diminué, en raison d'une baisse de l'engagement chinois dans des projets hydrauliques à l'étranger.

L'auteur du rapport prévoit que les investissements à l'étranger dans les projets verts devraient augmenter en 2022, dans la lignée des directives gouvernementales encourageant les entreprises chinoises à adopter des normes environnementales internationales reconnues ou des normes chinoises plus strictes dans le pays d'accueil, si celui-ci ne dispose pas d'une réglementation suffisante (voir [Brèves du SER de Pékin](#), semaine du 10 janvier 2021).

Energie : la Mongolie intérieure construira une série de mines de charbon à grande et très grande échelle d'ici 2025, notamment à Ordos

Le Bureau de l'énergie de la Mongolie intérieure a récemment [publié](#) le 14^e plan quinquennal sur le développement du secteur du charbon dans la province, complété par un programme sur l'exploitation et l'utilisation du gaz de couche (gaz principalement constitué de méthane piégé dans les veines de charbon). Deuxième plus grand producteur de charbon en Chine, la Mongolie intérieure a [produit](#) plus d'un milliard de tonnes de charbon en 2021, soit plus d'un quart du [total national](#). Tout comme d'autres provinces riches en ressources minières, elle est confrontée à des difficultés considérables en matière de réduction d'émissions.

Le plan quinquennal sur le secteur du charbon met l'accent sur la stabilité de la capacité de production de charbon dans l'est de la Mongolie intérieure, en prévoyant de construire une série de mines de charbon modernes à grande et très grande échelle, d'augmenter la capacité de certaines mines existantes dans la région (en particulier à Ordos) et de supprimer les capacités obsolètes. Les « grandes mines de charbon » sont, selon la définition chinoise, celles dont la capacité de production annuelle est égale ou supérieure à 1,2 million de tonnes. D'après le dernier recensement du Bureau de l'énergie, la province [disposait](#) en mars dernier de 194 grandes mines de charbon avec une capacité combinée de 853 millions de tonnes par an, soit environ 91 % de la [capacité totale](#) enregistrée de la région. Le plan prévoit de porter ce ratio jusqu'à 92 % d'ici 2025.

Le programme complémentaire, quant à lui, prévoit d'intensifier les investissements dans la prospection, l'extraction et l'utilisation du gaz de couche ainsi que dans la construction de pipelines. Pour information, la Chine

a publié, au niveau central comme au niveau local, une série de plans et de politiques de soutien qui visaient à stimuler l'exploitation du gaz de couche depuis la période du 11^e plan quinquennal (2006-2010). Cependant, les objectifs quantitatifs fixés sur la production n'ont [jamais été atteints](#) lors des trois dernières périodes quinquennales.

Energie : publication des objectifs d'atteinte des seuils d'efficacité énergétique pour les industries les plus consommatrices d'énergie

La Commission nationale du Développement et de la Réforme (NDRC), le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE), le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) ainsi que l'Administration Nationale de l'Energie (NEA) ont publié des [lignes directrices](#) pour 17 industries intensives en énergie (métallurgie, ciment, pétrochimie...). Ces lignes directrices reprennent les seuils d'efficacité énergétique [publiés](#) en novembre 2021 ([voir brèves de la semaine du 15 novembre 2021](#)) et les complètent en fixant des objectifs d'atteinte des seuils de référence pour chaque secteur. Ainsi, alors que le niveau de base devra être atteint par l'ensemble des entreprises de tous les secteurs en 2025, seule une proportion de chaque secteur, déterminée par ces nouvelles lignes directrices, devra atteindre les seuils de référence (plus stricts que ceux de base). Les autorités encouragent néanmoins toutes les industries à atteindre le seuil de référence et à éliminer progressivement les entreprises qui ne sont pas en mesure d'atteindre le seuil de base en 2025. Selon plusieurs analystes, ceci devrait stimuler la consolidation des secteurs industriels, les petites entités ayant plus de difficultés à atteindre ces seuils.

Aéronautique : Safran annonce l'ouverture d'un nouveau site de maintenance des nacelles à Suzhou

A l'occasion du salon aérien de Singapour, Safran Nacelles a annoncé l'ouverture avant la fin du premier semestre 2022 d'un [nouveau site à Suzhou](#), dédié à la maintenance, à la réparation et à la révision (MRO) des nacelles de moteurs. Cette future station d'une surface de 5 200 m², détenue intégralement par Safran Nacelles, s'insère dans un complexe du groupe à Suzhou qui, depuis la fin des années 2000, compte également sur d'autres implantations importantes de Safran Aircraft Engines et Safran Landing Systems. La nouvelle usine sera dès son ouverture certifiée par l'Administration d'Aviation Civile de Chine (CAAC) et l'Agence de la sécurité de l'aviation de l'UE (EASA) pour la MRO des nacelles et des inverseurs de poussée des appareils Airbus A330ceo, A320neo (équipés de moteurs CFM International LEAP-1A), ainsi que du C919 (LEAP-1C), appareil monocouloir de l'avionneur chinois COMAC, lui-même toujours en instance de certification par la CAAC et qui doit être assemblé dans les chaînes de production de la ville voisine de Shanghai.

Aviation civile : réforme et baisse sensible du fonds de développement de l'aviation civile en 2022

Le ministère des Finances (MOF) et l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) ont conjointement annoncé une [nouvelle politique](#) d'allocation des recettes du fond du développement de l'aviation civile, s'agissant des subventions aux aéroports civils. Pour mémoire, ce fonds, qui a été instauré en 2012, est alimenté par une taxe sur les passagers embarqués (50 CNY/pax pour les vols domestiques et 90 CNY/pax pour les vols internationaux) que complète le produit d'une taxe dont sont redevables les compagnies aériennes (assise sur la masse des appareils et les distances parcourues). Les choix d'allocation de subventions perçues au titre de ce fonds relèvent d'une compétence partagée entre les autorités centrales (pour les grands projets d'équipements aéroportuaires ou les aides d'Etat aux compagnies aériennes) et les autorités locales (compléments

d'investissements dans leurs propres projets d'infrastructures). Début 2021, [une autre réforme](#) avait déjà décidé que 80 % de la totalité des recettes du fonds de développement de l'aviation civile au financement seraient désormais affectés à la construction ou de l'extension d'infrastructures aéroportuaires, le solde alimentant le démarrage de liaisons internationales ou des aides à l'aviation régionale. Pour les subventions octroyées aux aéroports, ces derniers sont libres de l'usage, en fonction de leurs besoins d'investissements.

La réforme de 2022 développe celle de l'an dernier en renforçant le principe de responsabilisation des autorités locales dans le développement de leurs infrastructures aéroportuaires, et en actant d'un désengagement partiel (peut-être conjoncturel) de l'intervention de l'Etat. Les subventions allouées aux aéroports sont régies par une nouvelle [clef de répartition](#), qui établit de nouveaux plafonds, intégrant des paramètres tels que le flux de passagers annuels, s'appuyant sur une logique de péréquation pour le transfert des recettes entre les grands hubs de la côte orientale et les aéroports de l'ouest et du centre. Ainsi, si l'aéroport de Pékin (catégorie 1) enregistre plus de 50 M de passagers en 2022, il se verra restituer 30 % des recettes générées par la taxe sur les passagers ; tandis que les aéroports de catégories 4 et 5 des provinces du Gansu, Qinghai, Sichuan, Tibet, Yunnan et Xinjiang verront leurs subventions osciller entre 62 % et 92 % (péréquation maximum s'ils ont peu de trafic passagers). Ces subventions aux aéroports progressent légèrement en 2022, avec 8,23 Mds CNY (1,14 Mds EUR) contre 8,11 Mds CNY (1,12 Mds EUR) l'an dernier (+1,4 %). Cependant, s'agissant des investissements directement dépendant directement des autorités centrales, aucun budget n'est prévu en 2022, alors que ceux-ci représentaient un montant de 4,5 Mds CNY (625 M EUR) des recettes du fonds de développement de l'aviation civile en 2021. En tout, les prévisions de recettes fiscales du fonds s'établissent en 2022 à 13,3 Mds CNY (1,87 Mds EUR), contre [18,3 Mds CNY](#) (2,54 Mds EUR) l'an dernier, soit une baisse de 35 %. Sans surprise, la part des recettes du fonds allouée aux subventions pour le développement des liaisons internationales a été réduite de 90 %, avec un montant de seulement 64 M CNY cette année, dans un contexte où certes la Chine a de toutes manières pratiquement coupé toutes liaisons internationales, participant de sa stratégie de contrôle sanitaire strict contre le COVID-19 (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 7 février](#)). Au début de la crise sanitaire en Chine en 2020, les autorités chinoises avaient par ailleurs « gelé » la collecte des taxes alimentant le fonds de développement de l'aviation civile, afin ne pas alourdir la situation financière des compagnies aériennes.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Zhejiang : la prospérité commune, la croissance économique et les Jeux asiatiques de 2022 sont au cœur des réflexions sur le développement des villes du Zhejiang

Depuis le 7 février, des villes de la province du Zhejiang tiennent leurs premières réunions sur leur développement. La prospérité commune, la croissance économique, et les préparatifs pour les Jeux asiatiques de 2022 sont les sujets les plus abordés. Le Comité du Parti de la province du Zhejiang promeut la construction d'une zone modèle de prospérité commune, à la suite de la publication en juin 2021 de lignes directrices sur le soutien au développement de haute qualité du Zhejiang et de la désignation de la province comme une des zones pilotes de la prospérité commune pour la Chine. La ville de Ningbo a annoncé sa volonté de devenir la zone modèle pour la province. Les villes de Taizhou, Jinhua et Jiaying vont quant à elles se concentrer sur le développement de l'économie privée et la capitale de la province, Hangzhou, mettra l'accent sur les préparatifs des 19^e Jeux asiatiques qui auront lieu en septembre 2022.

Source : ([The Paper](#))

Shanghai : Shanghai lance un appel d'offres pour des produits et services intelligents pour les personnes âgées

La Commission municipale de l'économie et des technologies de l'information, le Bureau municipal des affaires civiles et la Commission municipale de la santé et du bien-être de Shanghai ont lancé un appel d'offres pour promouvoir les produits et services de santé intelligents et de soins aux personnes âgées. Toute entreprise ou institution utilisant des technologies de l'information de nouvelle génération comme le big data, l'Internet des objets, l'informatique en nuage, l'intelligence artificielle, la vidéo ultra-haute définition ou encore la réalité virtuelle peut participer. Les entreprises participantes doivent être enregistrées en Chine continentale, disposer d'un système de vente, de gestion de la qualité et d'un service après-vente. Les candidatures seront clôturées le 20 mars et les résultats annoncés en avril. Les produits sélectionnés bénéficieront d'une promotion par les trois institutions organisatrices.

Source : ([ShanghaiObserver](#))

Delta du Yangtsé : publications du PIB 2021 des 41 villes du Delta du Yangtsé

D'après les résultats publiés, le taux de croissance du PIB du Jiangsu, du Zhejiang, de l'Anhui et de Shanghai en 2021 a dépassé 8 %. Sur ces 41 villes du Delta, 18 figurent parmi les 50 premières villes de Chine en termes de PIB et 8 affichent un PIB supérieur à 1 000 Mds CNY, à savoir Shanghai, Suzhou, Hangzhou, Nanjing, Ningbo, Wuxi, Hefei et Nantong.

Le PIB de Shanghai est en tête des 41 villes, ayant dépassé les 4 000 Mds CNY en 2021 (+8,1 %). En 2021, la valeur ajoutée de l'industrie de Shanghai a dépassé 1 000 Mds CNY, représentant 24,8 % du PIB de la ville. Les secteurs de l'automobile, de la machinerie et de l'industrie légère sont ceux qui ont connu la plus forte croissance. Shanghai compte plus de 20 000 entreprises de haute technologie dans les circuits intégrés, la biomédecine et

l'intelligence artificielle. Le chiffre d'affaires de l'industrie des circuits intégrés atteint 250 Mds CNY en 2021, avec un taux de croissance annuel moyen supérieur à 20 %.

Dans le Jiangsu, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a dépassé pour la première fois les 4 000 Mds CNY, représentant 35,8 % du PIB de la province. Suzhou est devenu la première ville industrielle de Chine, affichant un PIB de 227,8 Mds CNY, avec une production industrielle brute ayant dépassé celles de Shenzhen et Shanghai. La ville enregistre également une augmentation importante du nombre de sociétés nouvellement inscrites au Conseil de l'innovation scientifique et technologique et répertoriées comme « usines phares » (référence mondiale en matière de fabrication numérique).

Par province, le PIB 2021 moyen des 13 villes du Jiangsu atteint 900,9 Mds CNY, celui des 11 villes du Zhejiang s'établit à 668,3 Mds de CNY et celui des 16 villes de l'Anhui à 268,3 Mds de CNY. Les taux de croissance les plus rapides et les plus faibles se situent tous deux dans des villes de l'Anhui. Hefei est la seule ville de l'Anhui à faire partie du club des « trillions de dollars » dans le delta du fleuve Yangtse, son PIB ayant dépassé 1 000 Mds de CNY pour la première fois en 2020.

Trois villes de l'Anhui - Wuhu, Liu'an et Chizhou – sont en tête dans le delta du fleuve Yangtse en termes de taux de croissance du PIB, avec Wuhu et Liu'an affichant une croissance de plus de 11 %. A Wuhu, la valeur ajoutée des industries émergentes stratégiques a augmenté de 36,4 % et la valeur ajoutée des industries de haute technologie de 21,3 %. La production de robots industriels, de véhicules à énergie nouvelle, de dispositifs optoélectroniques, de batteries lithium-ion et d'autres produits de haute technologie a augmenté de plus de 30 % en 2021. Liu'an a bénéficié des stratégies d'aménagement de la chaîne industrielle autour de Hefei, dans des secteurs tels que la fabrication de machines, l'hydrogène et la fabrication de terminaux intelligents.

Les cinq villes présentant les taux de croissance économique les plus faibles sont, dans cet ordre, Bengbu, Huabei, Huainan, Anqing et Tongling, toutes situées dans l'Anhui.

En termes de croissance de la production dans les trois principales industries, le Jiangsu, le Zhejiang, l'Anhui et Shanghai ont connu une forte croissance dans l'industrie secondaire.

Source : ([Shanghai Observer](#))

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Plan de soutien : le Conseil Législatif valide le 6^{ème} cycle du « fonds antiépidémique »

Suite au durcissement des mesures de distanciation sociale (dont la fermeture des bars, des restaurants à compter de 18 heures, des salles de sport ou encore des salons de coiffure), la commission des finances du Conseil Législatif a approuvé le 15 février un sixième cycle de soutien aux salariés et aux entreprises touchés.

D'un montant total de 27 Mds HKD (3,5 Mds USD), celui-ci permettra notamment de verser une allocation forfaitaire de 10 000 HKD à près de 300 000 résidents sans-emploi depuis au moins un mois, pour un montant total de 3 Mds HKD. 6 Mds HKD seront par ailleurs destinés à soutenir les créations d'emplois à travers le « *Job Creation Scheme* » (création de 30 000 emplois à durée-déterminée dans les secteurs public et privé afin de favoriser le retour à l'emploi). Un total de 67 000 entreprises indirectement touchées par la 5^{ème} vague épidémique bénéficieront par ailleurs d'aides publiques, de même que les commerces et lieux accueillant du public fermés en raison des mesures gouvernementales.

Biotechnologies : la start-up hongkongaise *Phase Scientific International* obtient l'approbation de la *Food and Drugs Administration* américaine pour son test antigénique rapide contre le COVID-19 *Indicaid*

La start-up hongkongaise du secteur des biotechnologies *Phase Scientific International* (PSI) a obtenu l'approbation de la *Food and Drugs Administration* américaine pour une utilisation d'urgence de son test antigénique rapide baptisé *Indicaid*. Il a également reçu l'autorisation de la *Health Sciences Authority* de Singapour en janvier 2022.

Les kits *Indicaid* de PSI figurent parmi les trois autorisés par le gouvernement hongkongais depuis avril 2021, aux côtés de ceux produits par Abbot Laboratories et Roche Diagnostics. L'autorité hospitalière de Hong Kong avait commandé plus d'un million de tests *Indicaid* l'été dernier, puis 300 000 en janvier 2022. Face à la demande croissante d'autotests dans le contexte de la 5^{ème} vague épidémique à Hong Kong, le gouvernement hongkongais a récemment commandé un million de kits supplémentaires.

La start-up a vu les effectifs de son usine de Shenzhen en Chine passer de moins d'une vingtaine d'employés en 2021 à 400 aujourd'hui, avec un objectif de production de 50 millions de kits par mois d'ici juin 2022, contre 10 millions en janvier de cette année. À ce jour, plus de 20 millions de kits ont été vendus à destination de 30 pays. PSI est en train de construire une installation de 930 m² en Californie pour le développement de tests de diagnostic liquides pour les cancers, et prévoit d'en construire une à Shenzhen.

Fondée à Los Angeles en 2015 avant de se relocaliser à Hong Kong en 2018, cette startup a reçu 23 M USD de financement de divers investisseurs dont 100 000 USD de la Bill et Melinda Gates Foundation en 2016 pour son test rapide du paludisme, 900 000 USD du National Science Foundation des États-Unis et 1,15 M USD des National Institutes of Health en 2017 pour son test rapide de la Chlamydia trachomatis.

Exportations françaises vers Hong Kong en 2021 : en baisse de 2,3 %

Les statistiques des douanes françaises font apparaître une baisse de 2,3 % des exportations françaises en 2021 à 5 Mds EUR (-13 % par rapport à leur niveau de 2019, -19 % par rapport à 2018).

Les ventes du premier semestre avaient progressé de 36,2 % (g.a), en raison principalement d'un effet de base favorable suite au ralentissement marqué observé au cours du 1^{er} semestre 2020 (-22 % en g.a). Cette tendance s'est ensuite fortement dégradée au cours du 2nd semestre 2021 (-24,3 %), la maroquinerie 1^{er} poste d'exportations françaises vers Hong Kong marquant un recul de 22,8 % en g.a au cours de la période.

En 2021, la maroquinerie demeure le 1^{er} poste d'exportations françaises vers Hong Kong à 1,3 Mds EUR, malgré une contraction de 11,9 %, l'aéronautique est 2nd à 822 M EUR (+11,2 %), les boissons (incluant vins et spiritueux) sont en 3^{ème} position à 557 M EUR et les parfums et cosmétiques 4^{ème} à 474 M EUR (+5,34 %).

Macao

Exportations françaises vers Macao : en hausse de 81 % en 2021

Les importations macanaises ont augmenté de +66,2 % à 19,2 Mds USD en 2021 : celles venant de l'UE ont progressé de +74,5 % à 6,2 Mds USD, et celles de Chine continentale de 75,7 % à 6 Mds USD. Les exportations ont augmenté de 19,9 % à 1,61 Mds USD en 2021 en particulier vers Hong Kong (+22,7 % à 1,14 Md USD) et les États-Unis (+22,8 % à 84,9 M USD).

Les exportations françaises vers Macao ont pour leur part progressé de 81 % en 2021, atteignant 375,8 M EUR selon les douanes françaises, portées notamment par la maroquinerie (1^{er} poste d'exportations françaises vers Macao) en hausse de 62,8 % à 149,8 M EUR, les articles d'habillement (2nd poste) en hausse de 53,8 % à 69,1 M EUR et la joaillerie (3^{ème} poste) en hausse de 236 % à 68,6 M EUR. La France demeure le 1^{er} fournisseur européen devant l'Italie et la Suisse avec 18,2 % des importations totales de Macao (source : douanes locales).

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Commerce bilatéral : le déficit commercial de la France a progressé de plus 55 % en 2021

Selon les douanes françaises, le commerce de biens entre la France et Taïwan a atteint 5,58 Md EUR en 2021 soit une augmentation de 21,5 % en glissement annuel. Les exportations françaises progressent de 9,3 % pour atteindre 1,86 Md EUR, grâce à la forte progression des « Matériels de transport » (171 M EUR, +88,3 % par rapport à 2020, dont 90 % issu des « Aéronefs et engins spatiaux »). Hors aéronautique, nos exportations enregistrent une hausse plus modeste de 4,1 %. Parmi les autres produits français les plus demandés, les « Produits informatiques, électroniques et optiques » progressent de 2,6 % à 332,6 M EUR, tout comme les « Produits des industries agroalimentaires (IAA) » (276 M EUR; +6,3 %) et les « Textiles, habillement, cuir et chaussures » (182 M EUR; +18,7 %), alors que les « Produits chimiques, parfums et cosmétiques » (334,9 M EUR), 1er poste d'exportation, et les « Produits pharmaceutiques » (153,7 M EUR) diminuent respectivement de -4,1 % et de -4,2 %. En revanche, les importations en provenance de Taïwan augmentent de 28,8 % pour atteindre 3,72 Md EUR, avec notamment les achats de composants électroniques (951 M EUR, +30,7 %), d'ordinateurs et d'équipements périphériques (440 M EUR, +22,2 %) et des équipements de communication (249 M EUR, +25,7 %). Au final, notre déficit commercial progresse de 56,6 % à 1,86 Md EUR.

Immobilier : le nombre de permis de construire atteint un record historique en 2021

D'après les dernières statistiques du ministère de l'Intérieur (MOI), [les autorités taïwanaises ont délivré en 2021, 169 951 permis de construire de logements, soit une hausse de 6,5 % en glissement annuel, soit le niveau le plus élevé depuis 1994](#). Parmi les six municipalités principales, Tainan enregistre une augmentation de 34,5 %, suivie de Kaohsiung (+28 %), Taipei (+16,3 %) et Taoyuan (+4,9 %). Les demandes de permis de construire baissent a contrario à New Taipei (-11,1 %) et à Taichung (-4,1 %). A noter que sur les autres villes de l'île, les demandes ont progressé de 76 % à Pingtung et de près de 50 % à Yilan et Miaoli. Selon les agences immobilières locales, l'augmentation des coûts de construction et le contrôle du gouvernement sur les crédits immobiliers devraient avoir un impact sur la vente des résidences neuves. Afin d'endiguer un flux encore trop élevé de crédits bancaires dans ce secteur et de réduire davantage le risque de crédit sur ces prêts, la banque centrale de Taïwan (CBC) a déjà introduit, depuis décembre 2020, plusieurs mesures de contrôle. Cette évolution illustre la contribution positive du secteur de la construction à la croissance du PIB en 2021.

Fiscalité : le MOF revoit à la hausse le montant des recettes fiscales en 2021

Selon le ministère des Finances (MOF) [les recettes fiscales de Taïwan en janvier ont progressé de 8,4 % à 203,2 Md TWD \(6,5 Md EUR\) par rapport à janvier 2021, traduisant un nouveau record historique](#). Les recettes issues de l'impôt sur les sociétés (*Business Tax*, 90 Md TWD) et celui sur le revenu des personnes physiques (38,6 Md TWD) augmentent respectivement de 8 % et de 32 % alors que la taxe sur les transactions financières (*Securities Transaction Tax*) enregistre, après 27 mois de hausse consécutive, une baisse de 17,8 % (17,4 Md TWD), en raison de l'anticipation par les investisseurs d'une hausse des taux d'intérêt. Par ailleurs, le MOF a revu à la hausse le

montant des recettes fiscales en 2021. Elles ont progressé en glissement annuel de 19,8 % à 2 874 Md TWD (92 Md EUR), contre +18,6 % précédemment annoncé. Les comptes publics devraient dégager un excédent en 2021.

Semi-conducteurs : TSMC en tête des dépôts de brevets à Taïwan

Selon [les derniers chiffres du Bureau de la propriété intellectuelle](#) (TIPO), [TSMC](#) a déposé, pour la 6^{ème} année consécutive, le plus grand nombre de demandes de brevets à Taïwan en 2021 (1950 inventions déposées, +78 % par rapport à 2020, dont 1053 ont été déjà validées). AUO, le producteur d'écrans plats, a déposé pour sa part 471 demandes (+1 %) dont 460 inventions. Acer arrive en troisième place, avec 462 demandes, malgré une baisse de 12 % par rapport à l'année passée. L'Institut de recherche publique de technologie industriel (ITRI) arrive, derrière Realtek (442 demandes, +5 %), en cinquième position avec 404 demandes (+15 %). Le TIPO observe une hausse des demandes dans le secteur des véhicules électriques et des énergies renouvelables. 28 universités entrent dans le TOP 100, avec en tête « Taipei City University of Science & Technology » (170 brevets déposés). Par ailleurs, parmi les 14 149 demandes déposées par [des entreprises étrangères](#), Qualcomm arrive en 1^{ère} position avec 845 inventions, soit une hausse de 17 % en glissement annuel, suivi d'Applied Materials Inc. (793 demandes, +22 %) et de Nitto Denko Corp. (529 demandes, +15 %).

Semi-conducteurs : DENSO rejoint SONY dans la nouvelle JV créée avec TSMC au Japon

TSMC a annoncé un nouvel acteur, [DENSO](#), dans la nouvelle co-entreprise *JV Japan Advanced Semiconductor Manufacturing, Inc.* (JASM), qui le lie à SONY. Le fabricant de composants automobiles DENSO, avec un montant d'investissement de 350 M USD, détiendra [10 % du capital](#) de JASM. La production de ce nouveau site (8,6 Md USD d'investissement et création d'environ 1 700 emplois), situé à Kumamoto, doit commencer en 2024. Par ailleurs, à la gamme initiale des 23 et 28nm ont été ajoutés les semi-conducteurs de 16 et 12 nm. L'évolution de son projet d'implantation au Japon illustre la volonté de TSMC de faire de ce pays un partenaire de premier plan de l'internationalisation progressive de ses activités tout en maintenant à Taïwan la production des systèmes les plus avancés. Toutefois en introduisant la production de semi-conducteurs de 12 nm TSMC devrait permettre au Japon de dépasser la Chine qui reste à ce stade au niveau du nœud de 14nm. Cette évolution s'inscrit dans la décision récente des autorités japonaises de lever l'embargo sur les exportations japonaises de produits agroalimentaires de la préfecture de Fukushima et devrait également renforcer la relation politique bilatérale au moment où Taïwan compte sur le soutien du Japon pour entrer au CPTPP.

Fret aérien : China Airlines et Eva Air annoncent des résultats en forte hausse

China Airlines (CAL) apparaît comme l'un des principaux bénéficiaires de l'augmentation des prix du fret aérien. Le groupe a annoncé une hausse de 68 % de ses revenus [en janvier 2022](#) en glissement annuel (12,7 Md TWD) qui lui permet de compenser la baisse de ceux du transport passagers (-23 %) et d'enregistrer des résultats globaux à la hausse de +58 % (14,2 Md TWD). Ces résultats reflètent la bonne santé des exportations notamment dans le secteur des semi-conducteurs (équipements et puces). CAL dispose de la cinquième flotte mondiale d'avions cargo et de la plus importante flotte de B747F. En 2024, le groupe disposera d'une flotte de 10 B777F. Le premier de ces appareils a été livré en décembre 2020 et a été amorti dès la première année d'exploitation. En

2021, CAL a battu de nombreux records avec plus de 100 vols par mois et un chiffre d'affaires de 15,4 Md TWD pour le seul mois de décembre. Du côté d'Eva Air, équipée d'une flotte de 8 avions cargo seulement, les résultats sur le mois de janvier également sont à la hausse dans ce secteur (+96 %, 9,4 Md TWD), alors que les revenus sur les vols passagers plongent à -68 %, le nombre des voyageurs enregistrant une baisse de 19 %. Les revenus d'Eva Air générés en janvier 2022, ont progressé de près de 60 % à 10,65 Md TWD.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Le taux d'inflation atteint 14,6 % au mois de janvier

Selon le Bureau national des statistiques, le taux d'inflation a atteint son niveau le plus élevé depuis 2011 au mois de janvier. Celui-ci s'explique principalement par des facteurs d'offre, avec une augmentation des prix de 21,3 % pour l'alimentation et 21,3 % dans le secteur du transport. Le Comité des politiques monétaires de la Banque de Mongolie qui a augmenté les taux d'intérêts de 0,5 % au mois de janvier, s'attend à une baisse progressive de l'inflation dans les mois à venir. Cependant l'accumulation de l'épargne durant la pandémie, ainsi que l'augmentation des retraites, pourraient mettre d'avantage de pression sur les prix du côté de la demande.

La Banque mongole de développement est en situation précaire

La Banque mongole de développement a annoncé que plus de 50 % des prêts qu'elle avait émis étaient non performant, pour lesquels le paiement des intérêts avait cessé depuis au moins 90 jours. Une part importante de ces prêts concerne des sociétés d'Etat n'ayant pas respectées les termes de leurs contrats avec la Banque de développement. Avec une dette atteignant 270 millions d'euros, la situation dans laquelle se trouve cette banque est très incertaine et des procédures judiciaires ont été engagées.

La balance des paiements déficitaire en 2021

Alors que la Banque de Mongolie s'attendait à un surplus de la balance des paiements en 2021, celle-ci est déficitaire de 235 M USD, en forte baisse par rapport aux surplus de 2020 (786,9 M USD) et 2019 (452,8 M USD). Le déficit s'explique en grande partie par les fermetures récurrentes de la frontière Sino-mongole depuis le mois de mai, qui ont perturbé les exportations des matières premières mongoles.

Levée des restrictions sanitaires

Avec un taux de vaccination de 92 %, le gouvernement mongol a annoncé un allègement des restrictions sanitaires et l'ouverture des frontières aux voyageurs étrangers.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr